

Toutes les provinces progresseront en dépit de l'imprévisibilité de l'économie mondiale en 2020

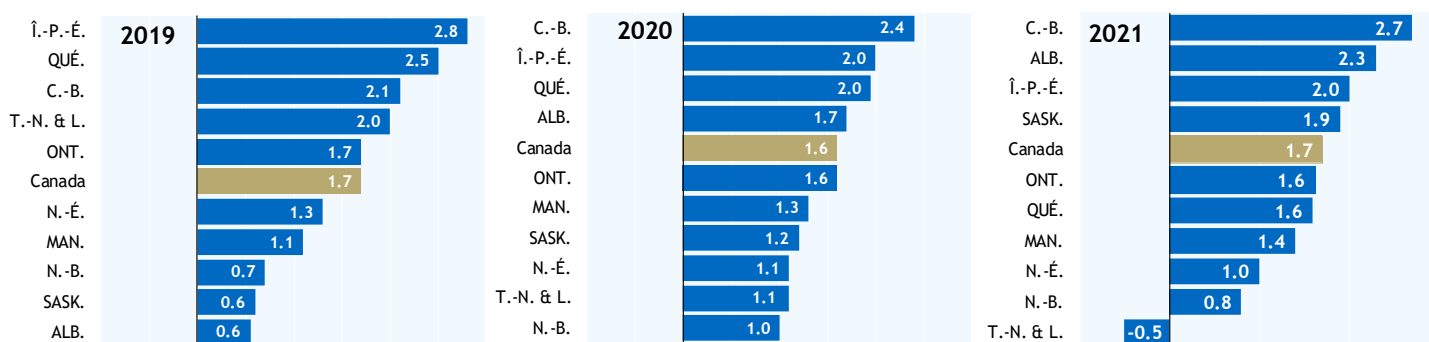
décembre 2019

- Une autre année de croissance est prévue pour toutes les provinces
- Le rythme s'accroîtra dans l'Ouest canadien et ralentira dans l'Est du pays
- L'Ontario et le Québec se situent à des stades avancés de leurs cycles économiques
- L'Île-du-Prince-Édouard se démarquera à nouveau parmi les provinces de l'Atlantique

En 2020, nous nous attendons à ce que l'économie progresse dans toutes les provinces pour une deuxième année consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis 2010-2011. La plupart des provinces afficheront des gains modestes, tandis que l'Ouest canadien enregistrera certaines des progressions les plus fortes. La Colombie-Britannique, qui bénéficiera de l'accélération de l'investissement initial de 18 milliards de dollars dans le mégaprojet de LNG Canada d'une valeur de 40 milliards de dollars, devrait finir en tête du classement en 2020 et en 2021. Nous prévoyons un dynamisme accru en Alberta et en Saskatchewan après une année particulièrement terne en 2019. La diminution progressive des pressions dans le secteur de l'énergie contribuera à dissiper en partie la morosité dans la région des Prairies.

Presque toutes les provinces de l'Est enregistreront un ralentissement de la croissance en 2020. L'Ontario et le Québec sont parvenus (ou parviennent, dans le cas du Québec) à des stades avancés de leurs cycles économiques. Les facteurs défavorables au commerce et la prudence manifestée par les consommateurs seront compensés par un rebond du secteur ontarien du logement. Au Québec, nous nous attendons à ce que les entreprises et les consommateurs restent relativement optimistes, bien que des pénuries de main-d'œuvre exerceront un effet modérateur.

Selon nous, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse continueront d'enregistrer des gains au chapitre des exportations, après que certains de leurs producteurs d'aliments ont tiré parti de la querelle commerciale entre les États-Unis et la Chine en 2019. La vigueur de la croissance démographique demeurera un facteur positif, mais moins dominant. D'après nos prévisions, l'Île-du-Prince-Édouard affichera le deuxième taux de croissance le plus élevé au pays en 2020 et troisième en 2021. La reprise de la production à une grande raffinerie de pétrole stimulera temporairement la croissance au Nouveau-Brunswick, qui est la seule province de l'Est dont la progression devrait s'accroître en 2020. À Terre-Neuve-et-Labrador, un rebond de la production pétrolière après une série d'interruptions en 2019 aidera à soutenir la croissance en 2020.



Source : Statistique Canada, Économique RBC

COLOMBIE-BRITANNIQUE - Un mégaprojet de GNL annonce un avenir radieux

Les investissements importants des entreprises continueront de favoriser l'économie de la Colombie-Britannique, quoique le secteur forestier freinera quelque peu cet élan.

Les perspectives pour la Colombie-Britannique sont liées au secteur de la construction. Plusieurs projets d'envergure, dont le mégaprojet de GNL à Kitimat et le gazoduc Coastal GasLink qui y est associé, l'expansion de Trans Mountain ainsi que le barrage du Site C, continueront de s'accélérer en 2020 et par la suite. Ces perspectives radieuses seront toutefois quelque peu assombries par les difficultés du secteur forestier. En 2020 et en 2021, la Colombie-Britannique devancera les autres provinces au chapitre de la croissance, progressant de 2,4 % et de 2,7 %. Elle surpassera ainsi son résultat de 2019 qui, à 2,1 %, a été inférieur aux attentes du fait d'un repli des exportations et des dépenses de consommation cette année.

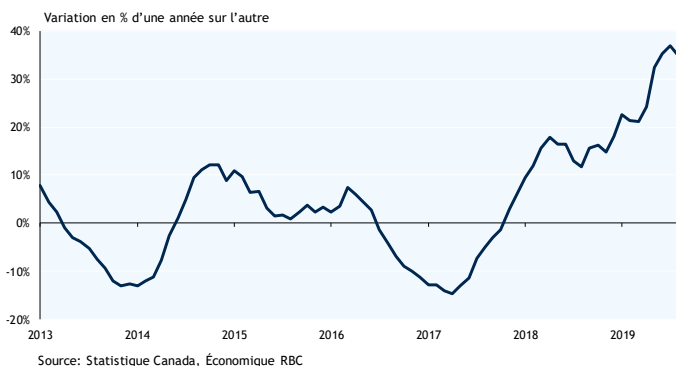
Les investissements en construction non résidentielle ont poursuivi leur progression fulgurante et bondi de 30 % en 2019. Le projet de LNG Canada à Kitimat continuera de fortement stimuler la croissance des investissements non résidentiels dans la province en 2020, la période de pointe des travaux étant prévue entre 2022 et 2024. On ne compte actuellement que 1 000 employés sur le chantier, mais ce nombre pourrait grimper à 7 500 au plus fort de la construction. De plus, les travaux pour le gazoduc Coastal GasLink, qui est associé au projet de LNG Canada et qui l'alimentera en gaz naturel, atteindront leur sommet en 2020. D'autres projets soutiendront également le dynamisme, y compris l'expansion de Trans Mountain dont la construction a débuté récemment, ainsi que les travaux en cours liés au barrage hydroélectrique du Site C.

Le marché du travail demeure favorable en Colombie-Britannique, la province se classant première au pays à plusieurs égards. Elle figure en tête au chapitre de la croissance de l'emploi et de la population active (2,8 %), et sa croissance démographique est en voie d'atteindre son rythme le plus élevé en dix ans. Le taux de chômage, à 4,7 %, demeure le plus bas au pays. Ces gains n'ont toutefois pas entraîné une augmentation des dépenses de consommation, les ventes au détail ayant crû de seulement 0,7 % depuis le début de 2019. Cette faiblesse résulte essentiellement des ventes de véhicules automobiles et de matériel de construction et de jardinage. Manifestement, le manque de logements abordables a amené les gens à resserrer les cordons de leur bourse. Nous nous attendons à ce que les dépenses de consommation augmentent en 2020, car les faibles taux d'intérêt allégeront les contraintes sur les budgets limités.

Le secteur forestier demeure sous pression étant donné le recul de la production et des exportations. Des problèmes environnementaux tels qu'une épidémie de dendroctone du pin et des feux de forêt ont détruit des millions d'hectares de forêt. Les prix du bois d'œuvre ont chuté dans un contexte de stocks élevés, mais de faible demande provenant du marché américain du logement. L'incidence sur le secteur de la Colombie-Britannique a été exacerbée par les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur ses produits forestiers. Les exportations de bois d'œuvre ont diminué de 6 % depuis le début de l'année et la situation ne devrait pas s'améliorer en 2020. La fermeture de plusieurs usines dans la province entravera la production, et même si les mises en chantier aux États-Unis augmentent en 2020 selon nos prévisions, elles ne compenseront pas les enjeux complexes auxquels le secteur est confronté à court terme.

Le marché du logement s'est redressé, le nombre de reventes ayant crû au cours de six des sept derniers mois à Vancouver. Les mises en chantier dans la province ont aussi augmenté de 14 % au cours des dix premiers mois de 2019. En 2020, la construction d'habitations ralentira sans doute après avoir atteint des niveaux exceptionnellement élevés. Par contre, les reventes de logements devraient profiter de la faiblesse des taux d'intérêt.

Investissements en construction non résidentielle en Colombie-Britannique



Taux de chômage en Colombie-Britannique



Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	3.7	2.6	2.1	2.4	2.7
PIB nominal	7.1	4.5	4.5	4.8	4.8
Nombre d'emplois	3.7	1.1	2.7	0.5	0.8
Taux de chômage	5.1	4.7	4.7	5.0	5.1
Ventes au détail	9.3	2.0	0.6	0.9	1.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	43.7	40.9	44.3	35.0	34.0
Indice des prix à la consommation	2.1	2.7	2.4	1.5	1.4

ALBERTA - Sur la bonne voie

La reprise en Alberta a été d'une lenteur décourageante, mais 2020 devrait être l'année où la province passe à la vitesse supérieure. La production de pétrole est censée faire un bond important et les investissements des entreprises devraient reprendre. L'amélioration des perspectives concernant l'expansion de la capacité des pipelines devrait rehausser le niveau de confiance au sein de la province.

On ne peut pas blâmer les Albertains de croire que leur économie est encore en récession. De fait, l'activité au sein de la province est encore en deçà du niveau constaté en 2014, soit juste avant le repli brutal qui a duré deux ans et retranché 7 % du PIB. Or, tout cela est sur le point de changer en 2020. Nos prévisions de croissance de 1,7 % mèneront finalement la province en territoire expansionniste. De nombreux secteurs, dont ceux de l'énergie, de la fabrication et de la construction, de même que le marché du travail, gagneront du terrain. Il demeure néanmoins que les six années qui ont auront été nécessaires pour reprendre le terrain perdu pendant la récession nous rappellent que l'avenir sera semé d'embûches potentielles. Nous ne sommes plus à l'ère de l'économie en dents de scie d'autrefois, où l'on pouvait compter sur l'Alberta pour se remettre immédiatement sur pieds après un coup dur.

Les événements qui ont marqué 2019 sont un exemple probant de la nouvelle réalité économique de la province. Les réductions de la production de pétrole imposées par le gouvernement en réaction à l'excédent de stock et aux creux inégaux des prix locaux de l'an dernier ont pesé lourdement sur le secteur de l'énergie. Même si la production de pétrole n'a pas d'emblée enregistré une baisse, partiellement en raison de l'abolition partielle subséquente de ces réductions, les investissements dans ce secteur, quant à eux, l'ont fait. L'activité de forage a diminué. Les contestations juridiques contre l'expansion du pipeline Trans Mountain et le resserrement de la réglementation fédérale sur l'évaluation environnementale, qui est entrée en vigueur cette année, ont contribué au marasme du secteur de l'énergie. D'autres secteurs ont été touchés par ce repli, dont ceux de la fabrication, des exportations, du logement et du commerce de détail. On pourrait pratiquement conclure à une stagnation de l'économie de la province. Nous nous attendons à ce que la croissance se chiffre à un maigre 0,6 % en 2019.

Il y a de bonnes raisons de faire preuve d'un optimisme prudent à l'égard des perspectives de croissance pour l'Alberta en 2020. D'abord, l'abolition graduelle des réductions de la production de pétrole imposées par le gouvernement pavera la voie à une augmentation marquée de la production d'énergie. Une efficacité accrue des pipelines existants, combinée à la mise en service de la portion canadienne du pipeline la Ligne 3 d'Enbridge sera un facteur favorable, de même que l'augmentation de la capacité de transport du brut par voie ferroviaire. Nous nous attendons à une hausse des dépenses en immobilisations, qui témoignera en partie de l'accélération de la construction du pipeline Trans Mountain (même si la majeure partie des travaux auront lieu en Colombie-Britannique). Les baisses d'impôt des entreprises prévues par le gouvernement provincial créeront également un contexte plus favorable à l'investissement au sein de la province. La croissance des activités des entreprises devrait permettre au marché du travail de l'Alberta de faire des progrès plus rapidement. Nous nous attendons à ce que la croissance de l'emploi double presque pour se chiffrer à 1,1 % en 2020 et à ce que le taux de chômage diminue légèrement, passant de 6,9 % en 2019 à 6,8 %. Ces données devraient rehausser graduellement la confiance des consommateurs et stimuler l'activité sur le marché du logement. Le secteur de la construction domiciliaire restera cependant aux prises avec des stocks élevés à Edmonton et à Calgary.

Les perspectives pour 2021 sont encore plus prometteuses, la croissance étant censée accélérer pour se chiffrer à 2,3 % (au deuxième rang, seulement derrière la Colombie-Britannique). Cette conjoncture est cependant tributaire d'une hausse des investissements. Et comme les Albertains ne le savent que trop bien, de nombreux facteurs hors de leur contrôle sont susceptibles de changer la donne.

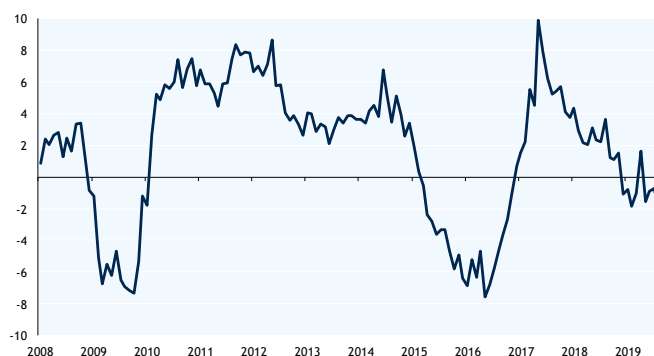
PIB réel : Alberta



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Indice de l'activité en Alberta

Variation en % d'une année sur l'autre



Source: Alberta Treasury Board and Finance, Économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	4.8	1.6	0.6	1.7	2.3
PIB nominal	9.2	3.8	0.5	3.7	4.2
Nombre d'emplois	1.0	1.9	0.6	1.1	1.6
Taux de chômage	7.8	6.6	6.9	6.8	6.0
Ventes au détail	7.1	2.0	-1.0	0.2	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	29.5	26.1	26.1	26.5	30.0
Indice des prix à la consommation	1.5	2.5	1.6	1.2	1.3

SASKATCHEWAN - Lent redressement de l'activité

La production accrue de potasse compensera l'incertitude liée aux échanges commerciaux ainsi que la faiblesse du secteur pétrolier.

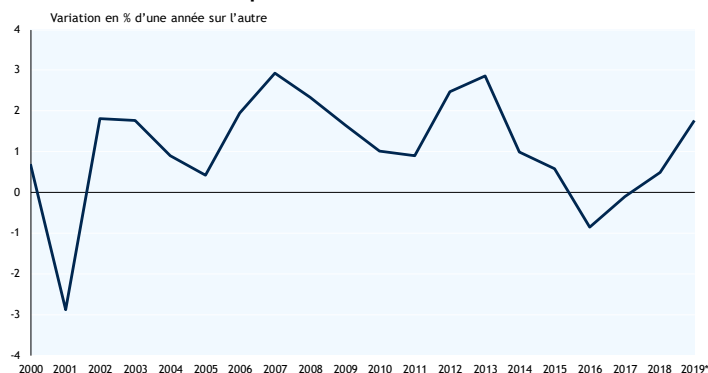
La Saskatchewan a connu une année éprouvante. La province a été fortement exposée à des mesures commerciales qui ont plombé de façon disproportionnée certaines de ses principales exportations (canola). À ce contexte s'est ajoutée la morosité générale dans le secteur pétrolier et gazier, des problèmes d'accès au marché freinant à la fois les exportations et les intentions d'investissement. La situation devrait toutefois s'améliorer en 2020. Même si de nouveaux pipelines ne seront ajoutés qu'en 2021, d'autres secteurs de ressources comme la potasse auront un effet hausier, puisque la demande devrait progresser. Nous supposons que les relations commerciales entre le Canada et la Chine resteront telles quelles, si bien que tout apaisement des tensions entraînerait une amélioration des perspectives pour 2020. Nous prévoyons une croissance de l'économie provinciale de 1,2 % en 2020 et de 1,9 % en 2021, après un faible gain de 0,6 % en 2019.

L'interdiction par la Chine de l'importation de produits comme le canola et le soja, ainsi que le repli de la production de pétrole brut ont entraîné une baisse de plus de 4 % des exportations en 2019. La confiance au sein du secteur pétrolier et gazier a aussi été minée par l'incapacité à acheminer les produits vers le marché, ce qui s'est traduit par une diminution de plus de 24 % du nombre de nouveaux puits forés en 2019. Même si le secteur aura un effet modérateur moins marqué sur l'activité en 2020, les nouvelles voies d'accès au marché n'entreront en fonction qu'en 2021. Le gouvernement provincial a récemment rendu public un plan de croissance pour la prochaine décennie, dont la principale priorité est la diversification des échanges. On prévoit l'ouverture de bureaux commerciaux au Japon, en Inde et à Singapour en 2020, ce qui vise à élargir les marchés pour les produits agricoles de la Saskatchewan.

L'autre pilier de l'économie de la Saskatchewan, soit l'extraction minière, a obtenu des résultats mitigés cette année. En raison de la fermeture définitive de la mine de McArthur River en 2018, les perspectives de la production d'uranium se sont détériorées. En revanche, l'augmentation des prix de la potasse a aidé à compenser le recul de la production, et on prévoit une hausse de la demande (et des prix) de la marchandise en 2020. Dans son plan de croissance, le gouvernement s'engage aussi à encourager les investissements dans le secteur minier en réintroduisant des exonérations de la taxe de vente provinciale pour les activités de forage exploratoire et de fond.

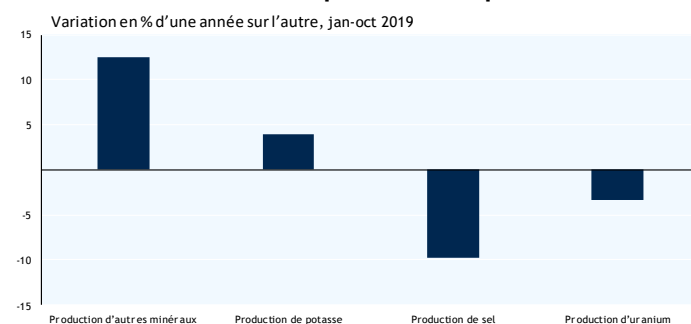
Le marché du travail a été le point fort de l'économie en 2019, la progression de l'emploi, de 1,7 %, constituant un sommet de six ans pour la province. Les secteurs des services ont généré les meilleurs gains, même si ceux de l'agriculture et de la fabrication ont aussi enregistré une forte croissance. Ce rythme ne persistera toutefois pas en 2020, compte tenu du nombre d'habitants que la Saskatchewan a perdu au profit d'autres provinces ainsi que de la faiblesse continue dans plusieurs secteurs. Et malgré un accroissement des salaires supérieur à la moyenne (canadienne), les activités liées à la consommation ont été faibles. Les ventes au détail se sont contractées de 0,8 % au cours des neuf premiers mois de 2019, ce qui constitue le deuxième recul le plus important au pays. La faiblesse des taux d'intérêt devrait alimenter les activités de consommation en 2020. Le marché du logement de la Saskatchewan devrait se stabiliser après une année 2019 marquée par des prix ayant souffert de l'importance du parc immobilier. Étant donné l'amélioration de l'accessibilité, les acheteurs seront sans doute moins hésitants à entrer sur le marché. Le seul facteur restrictif se trouve toutefois du côté de la demande, car comme la province continue de perdre des habitants au profit de ses homologues, la croissance démographique sera limitée.

Croissance de l'emploi en Saskatchewan



Source: Statistique Canada, Économique RBC
*Depuis le début de 2019

Production minérale par matière première



Sour: Économique RBC
, Ministère de l'Énergie et des Ressources de la Saskatchewan

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.7	1.3	0.6	1.2	1.9
PIB nominal	5.1	1.4	2.0	3.0	3.9
Nombre d'emplois	-0.2	0.4	1.6	0.9	0.2
Taux de chômage	6.3	6.1	5.4	5.2	5.4
Ventes au détail	4.1	-0.3	-0.2	0.8	1.5
Mises en chantier (milliers d'unités)	4.9	3.6	2.4	4.0	6.0
Indice des prix à la consommation	1.7	2.3	1.7	1.8	2.0

MANITOBA - Une certitude accrue sur le plan du commerce serait utile

L'incertitude sur le plan commercial persiste tant au Canada qu'à l'étranger, mais le secteur de la construction contribue à l'économie.

La croissance économique du Manitoba a connu un ralentissement en 2019, la conjoncture ne se prêtant pas à la progression et les exportations enregistrant une baisse. Si un accord commercial est conclu entre les États-Unis et la Chine, le contexte économique pourrait s'améliorer en 2020, compte tenu des liens étroits de la province avec l'économie des États-Unis. L'activité du secteur de la construction non résidentielle a été relativement vigoureuse et continuera, dans une certaine mesure, à stimuler la croissance en 2020. Nous nous attendons à ce que la croissance en 2019 se chiffre à 1,1 % et s'accroisse légèrement pour passer à 1,3 % en 2020 et 1,4 % en 2021.

L'activité manufacturière au Manitoba est restée essentiellement statique en 2019, les chaînes logistiques étant perturbées par le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine. Le contexte entourant les échanges commerciaux internationaux est encore hautement imprévisible. Par contre, les nouvelles usines de transformation de pois et de pommes de terre, qui entreront en fonction en 2020 contribueront à la croissance. À noter, les inquiétudes liées à la croissance ne sont pas toutes une question de commerce extérieur. La pénurie de main-d'œuvre est autre facteur qui, de l'avis des entreprises, limite considérablement la croissance à l'heure actuelle. Par conséquent, nous nous attendons à ce que le secteur manufacturier fasse du surplace en 2020.

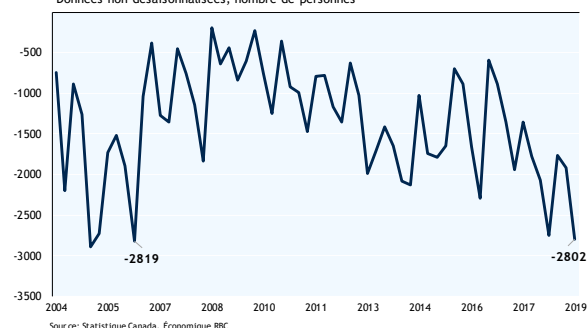
Depuis le début de l'année, les contraintes limitant l'offre de main-d'œuvre ont nui à l'emploi, qui s'est accru de seulement un peu 1 % (essentiellement du côté des emplois à temps plein), et le taux de chômage moyen a été de 5,4 %, alors qu'il se chiffrait à 6 % au cours de la même période l'an dernier. En revanche, la croissance de la main-d'œuvre a été mitigée en 2019 (0,3 %), ce qui reflète en partie les pertes migratoires interprovinciales nettes qui ont atteint un sommet inégalé en 14 ans au deuxième trimestre. Les gains de l'emploi continueront d'être limités en 2020, car l'exode grandissant de la population vers les autres provinces freinera la croissance de la main-d'œuvre.

Les nouvelles sur le plan du commerce sont contrastées. Le Manitoba figure parmi les provinces qui ont fait les frais de l'intensification des tensions commerciales entre le Canada et la Chine, du fait des restrictions sur un grand nombre de ses exportations, dont le porc, le canola et le soja. La nouvelle d'une levée de l'embargo chinois sur le porc et le bœuf canadien apportera sans doute un certain soulagement au secteur de l'agriculture, mais certains enjeux comme le canola et le soja ne sont toujours pas réglés. Le Manitoba est l'une des deux seules provinces qui ont connu une baisse des recettes monétaires agricoles au cours des trois premiers trimestres de 2019. Or, malgré ces difficultés, l'économie diversifiée du Manitoba l'a protégé contre les pertes au chapitre des exportations, la province profitant particulièrement de la forte hausse (60 %) enregistrée par les produits pharmaceutiques. Des relations commerciales plus cordiales entre la Chine et le Canada en 2020 pourraient apporter un soulagement au secteur de l'agriculture.

Comme la province ne compte plus que quatre mines en activité, les fluctuations des prix des métaux de base ont freiné l'économie cette année et les perspectives pour celle qui suivra ne sont pas particulièrement réjouissantes. Un nouveau fonds de mise en valeur des ressources minières, le fonds de développement des ressources minières du Manitoba (MMDF), qui a été créé par le gouvernement, fournira 20 millions de dollars et injectera annuellement jusqu'à 6 % des revenus en vertu de la Loi sur la taxe minière. Cette initiative devrait contribuer, dans une certaine mesure, à l'essor de la mise en valeur des ressources minières au sein de la province. En outre, Vale a récemment annoncé un investissement potentiel d'un milliard de dollars dans des travaux d'exploration visant le nickel à son site Thompson au cours des cinq prochaines années, ce serait de bonnes nouvelles pour cette industrie. Le contexte semble plus positif dans le secteur de la construction non résidentielle. De fait, les investissements y sont en hausse de 7 % depuis le début de l'année. Les perspectives pour l'année prochaine semblent tout aussi prometteuses, les permis de construire ayant enregistré une hausse notable de 30 %, ce qui porte à croire que la vigueur de l'activité se maintiendra jusqu'aux premiers mois de 2020.

Solde migratoire interprovincial au Manitoba

Données non désaisonnalisées, nombre de personnes



Production manufacturière au Manitoba

Variation en % d'une année sur l'autre



Manitoba - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	3.1	1.3	1.1	1.3	1.4
PIB nominal	5.7	2.2	2.4	3.2	3.3
Nombre d'emplois	1.7	0.6	0.9	0.2	0.4
Taux de chômage	5.4	6.0	5.4	5.6	5.8
Ventes au détail	7.8	2.9	1.5	1.1	1.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	7.5	7.4	7.0	7.0	7.5
Indice des prix à la consommation	1.6	2.5	2.2	1.6	1.6

ONTARIO - La croissance restera relativement inchangée compte tenu de la présence de facteurs défavorables et favorables

Après avoir affiché une croissance supérieure à celle de la plupart des autres provinces depuis cinq ans, l'Ontario se situe maintenant plus près du milieu du peloton. Il en sera de même en 2020, puisque des facteurs défavorables sur le plan du commerce et favorables en matière de logement se traduiront par une croissance relativement stable.

La longue phase d'expansion montre des signes d'essoufflement en Ontario. La consommation ralentit, les entreprises deviennent plus inquiètes dans un contexte de perturbations commerciales à l'échelle mondiale et le gouvernement provincial resserre le contrôle de ses dépenses après une période d'accroissement rapide. Dans l'ensemble, la conjoncture demeure favorable, mais l'économie croît à un rythme moins rapide et plus durable. À notre avis, la croissance s'établira à 1,7 % en 2019, ce qui est inférieur à la moyenne de 2,4 % enregistrée pendant les cinq années précédentes. Nous prévoyons un rythme de croissance relativement inchangé, à 1,6 %, en 2020, alors que les perspectives plus sombres du commerce extérieur seront compensées par un redressement du secteur du logement. Nos prévisions initiales pour 2021 font état d'une croissance stable, à 1,6 %.

La détérioration de la situation commerciale mondiale est inquiétante pour une économie ouverte comme celle de l'Ontario. Étonnamment, les exportations provinciales ont été vigoureuses jusqu'à maintenant, mais on ne peut en dire autant des investissements des entreprises. Les dépenses en immobilisations ont fléchi de 2,4 % au cours du premier semestre de 2019, après avoir fortement augmenté lors des deux années précédentes (particulièrement les dépenses en machines et matériel). Les entreprises ontariennes sont influencées, à maints égards, par la situation à l'étranger, et le fléchissement de la production industrielle aux États-Unis et dans d'autres marchés a sapé la confiance. La production manufacturière sera probablement la prochaine tuile à tomber, car la faiblesse des chaînes logistiques mondiales plombe la demande et la fermeture de l'usine GM à Oshawa nuira au secteur de l'automobile. La perspective d'une correction des stocks laisse aussi entrevoir une certaine réduction de la production à court terme. De toute évidence, l'économie provinciale sera mise à rude épreuve par la montée du protectionnisme à l'échelle mondiale au cours de la période à venir.

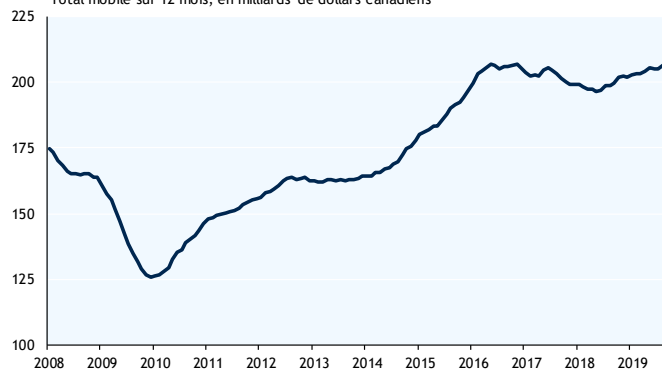
Sur le marché intérieur, les Ontariens demeureront prudents. Les dépenses de consommation ont crû plus lentement que jamais en cinq ans au cours du premier semestre de 2019 (2,2 %). La hausse antérieure des taux d'intérêt a manifestement obligé de nombreux ménages à se serrer la ceinture. D'ailleurs, un nombre croissant d'entre eux n'ont pas été en mesure d'absorber l'augmentation des coûts du service de la dette résultant du relèvement des taux. Le taux d'insolvabilité des consommateurs a bondi de près de 16 % au cours des dix premiers mois de 2019. Nous ne prévoyons pas de détérioration notable de la situation en 2020, car même si l'endettement des ménages demeurera une source de vulnérabilité, les taux d'intérêt ont diminué depuis le début de 2019 et devraient rester relativement stables au cours de la période à venir. Il nous semble peu probable que les Ontariens délient les cordons de leur bourse de façon importante au cours de l'année à venir.

En revanche, la faiblesse des taux d'intérêt et la forte croissance démographique stimulent nettement le marché du logement de la province. Les

reventes de logements dans la région du Grand Toronto ont connu une belle remontée depuis le printemps et les prix augmentent désormais à un rythme croissant. Nous prévoyons que le marché poursuivra son redressement en 2020, entraînant dans son sillage la construction résidentielle. Nous sommes d'avis que les mises en chantier provinciales grimperont à 80 500 unités l'an prochain, leur plus haut niveau des 16 dernières années. Des efforts concertés de tous les paliers de gouvernement pour renforcer l'offre de logements devraient maintenir la construction d'habitations à des niveaux élevés en 2021 et par la suite.

Exportations de marchandises de l'Ontario

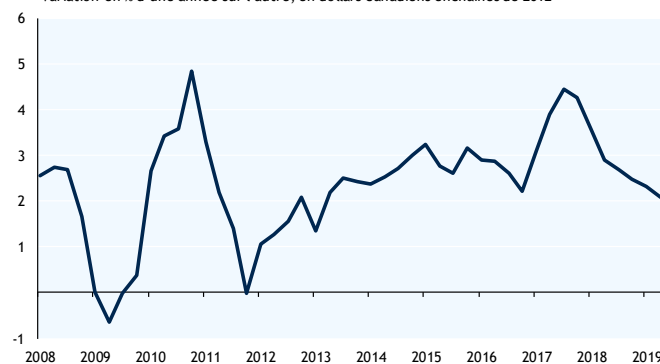
Total mobile sur 12 mois, en milliards de dollars canadiens



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Dépenses de consommation des ménages en Ontario

Variation en % d'une année sur l'autre, en dollars canadiens enchaînés de 2012



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.9	2.2	1.7	1.6	1.6
PIB nominal	4.6	3.7	3.4	3.5	3.6
Nombre d'emplois	1.8	1.6	2.8	1.4	0.8
Taux de chômage	6.0	5.6	5.6	5.6	6.0
Ventes au détail	7.7	4.4	2.9	2.4	2.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	79.1	78.7	70.8	80.5	82.0
Indice des prix à la consommation	1.7	2.4	2.0	1.6	1.6

QUÉBEC - En bonne position pour poursuivre sa séquence victorieuse

Les ménages et les entreprises du Québec sont prêts à prendre l'année 2020 d'assaut. Rien ne pourra les y empêcher. La croissance vigoureuse de l'économie québécoise donne peu de signes d'essoufflement et 2020 s'annonce comme une autre année remarquable, quoiqu'un peu plus tranquille.

Bien entendu, le taux de croissance de 2 % que nous prévoyons pour le Québec n'aurait rien d'impressionnant si on ne le comparait pas à la faible conjoncture économique des autres provinces. Il représente néanmoins une baisse par rapport à la moyenne de 2,6 % enregistrée par la province au cours des trois dernières années et au taux révisé à la hausse de 2,5 % auquel l'on s'attend en 2019. Ce ralentissement témoigne largement du stade plus avancé de la croissance économique, qui se manifeste par la stabilisation des dépenses en immobilisations et le manque de main-d'œuvre qui freine les entreprises dans leur poursuite des occasions de croissance.

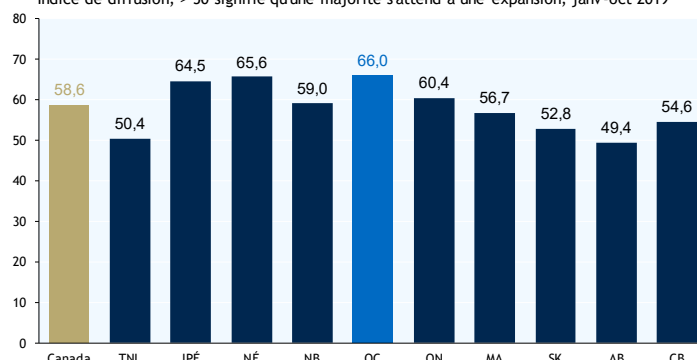
Il demeure que l'économie du Québec s'est finalement défaite de sa réputation initiale de perdant invétéré. De nombreux facteurs jouent en sa faveur. Elle compte une main-d'œuvre très instruite et créative. Sa base industrielle est diversifiée et connaît actuellement une croissance généralisée. De fait, les principaux secteurs industriels contribuent tous à la croissance, y compris ceux de la fabrication et des mines. Les entreprises québécoises sont parmi les plus optimistes du pays. Les ménages du Québec sont relativement en bonne position financière, leur niveau d'endettement étant inférieur à celui de l'Alberta, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Le coût de la vie, incluant le logement, est plus abordable que celui de nombreuses provinces du pays. Par ailleurs, l'impressionnant revirement de situation du côté du budget du gouvernement provincial, qui s'est traduit par des surplus inégalés l'an dernier, a pavé la voie à une politique budgétaire plus accommodante. Des hausses des dépenses et des réductions fiscales ciblées sont à prévoir.

L'économie du Québec commencera ainsi l'année 2020 avec le vent dans les voiles. Les dernières estimations mensuelles du PIB indiquent un taux de croissance légèrement inférieur à 3 % pour les huit premiers mois de 2019. En dépit d'un recul inattendu de l'emploi en novembre, la demande de main-d'œuvre reste forte, le nombre net de nouveaux emplois créés au cours des 12 derniers mois (fin octobre) s'élevant à 45 000 et les postes vacants se trouvant à des sommets inégalés. La faiblesse du taux de chômage et la hausse des salaires sont autant de facteurs qui, non seulement dynamisent les ménages du Québec, mais qui attirent également de plus en plus les migrants et font en sorte que la croissance démographique est à son plus haut niveau en 30 ans. Le marché du logement de la province continue de fracasser des records, les ventes de maison atteignant des sommets inégalés et les prix augmentant de manière remarquable. Cette augmentation de la valeur des propriétés crée un sentiment de richesse chez les propriétaires de maisons existants.

Nous nous attendons à ce que cette tendance et cet optimisme se maintiennent en grande partie en 2020 et fassent en sorte que la croissance économique du Québec continue à dépasser la moyenne nationale pour une troisième année consécutive. Plus la phase de croissance avancera toutefois, plus la cadence de la progression commencera à ralentir. La prévision d'un ralentissement du marché des États-Unis assombrit les perspectives pour les exportations de la province. Nous nous attendons à une stabilisation des dépenses en immobilisations, attribuable en partie aux dépenses inchangées prévues dans le plan d'infrastructures sur 10 ans du gouvernement provincial et à l'intensification de l'incertitude économique à l'échelle mondiale. Les besoins de main-d'œuvre non comblés des entreprises nuiront également à leur potentiel de croissance. Nous nous attendons à ce que ces facteurs limitent davantage la croissance à 1,6 % en 2021.

Indice du Baromètre des affaires des PME

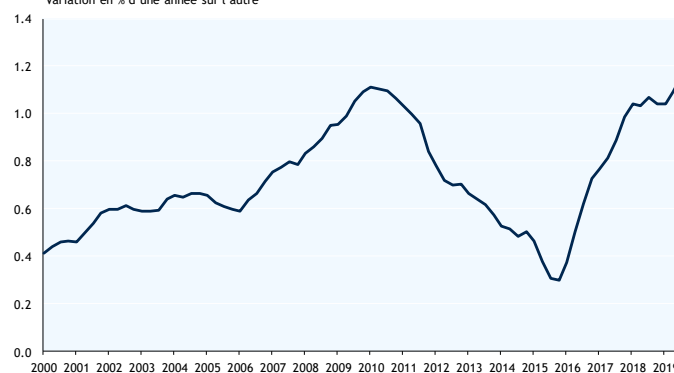
Indice de diffusion, > 50 signifie qu'une majorité s'attend à une expansion, janv-oct 2019



Sources : Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Économique RBC

Croissance démographique au Québec

Variation en % d'une année sur l'autre



Source : Statistique Canada, Économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.8	2.5	2.5	2.0	1.6
PIB nominal	5.0	4.8	4.0	3.8	3.4
Nombre d'emplois	2.2	0.9	1.7	1.1	0.2
Taux de chômage	6.1	5.5	5.1	5.2	5.9
Ventes au détail	5.5	2.9	2.4	2.2	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	46.5	46.9	49.9	47.5	43.5
Indice des prix à la consommation	1.1	1.7	2.1	1.7	1.6

NOUVEAU-BRUNSWICK - Apport temporaire à la croissance en 2020

Un rebond des exportations en 2020 stimulera la croissance, alors que la hausse démographique se poursuit.

Nous tablons sur une accélération de la croissance à 1 % en 2020, par rapport au taux prévu de 0,7 % en 2019, puisque la production de produits pétroliers raffinés augmentera après avoir été freinée cette année par un incendie dans une raffinerie. De solides gains dans le secteur résidentiel en 2019 ont aidé à compenser en partie la faiblesse des exportations. L'accroissement démographique marqué devrait continuer de dynamiser l'économie de la province. Nous prévoyons une stabilisation de la croissance à 0,8 % en 2021.

Les exportations ont subi un double coup dur en 2019. L'explosion à la raffinerie d'Irving Oil à Saint-Jean en 2018 a ralenti la production de produits pétroliers raffinés au début de l'année, tandis que les tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur le bois d'œuvre ont entravé les exportations de produits forestiers. Dans l'ensemble, les exportations ont chuté de 3,5 % depuis le début de 2019. Même si la croissance dans le secteur des produits pétroliers raffinés devrait s'accélérer d'ici la fin de l'année et en 2020, l'incertitude demeure quant à l'élimination éventuelle des droits sur le bois d'œuvre résineux.

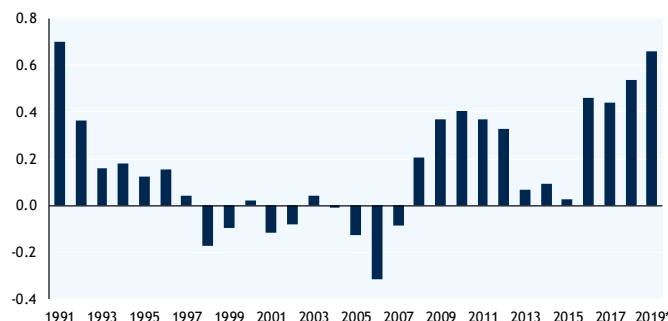
À première vue, le marché du travail semble plus robuste qu'au cours des années précédentes. L'emploi a crû à un rythme de 0,7 % jusqu'à maintenant, ce qui constitue un sommet de dix ans pour la province. Toutefois, la totalité de cette croissance est attribuable à la progression de l'emploi à temps partiel, et le taux de chômage reste à peu près inchangé, à 8,1 %. À l'instar des autres provinces maritimes, le Nouveau-Brunswick a grandement bénéficié de l'immigration. La population a augmenté de 0,7 % jusqu'à présent, ce qui ne s'était pas vu depuis 1991. Nous prévoyons que ce rythme de progression se maintiendra en 2020 et les perspectives de croissance après la fin du Programme pilote d'immigration au Canada atlantique (en 2021) semblent également prometteuses. Le gouvernement a récemment mis en œuvre un plan quinquennal d'accroissement démographique qui vise à attirer et à retenir les immigrants pour favoriser la croissance de l'économie locale. Cette stratégie devrait aider l'immigration à continuer de contribuer à la croissance de l'emploi en 2020 et par la suite.

Même si les entreprises ont revu à la baisse leurs dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel en 2019, le secteur résidentiel est florissant. Les mises en chantier ont bondi de 30 % depuis le début de l'année et les permis de construire, de 15 %. La province bénéficie d'un bon niveau d'accessibilité. Selon le rapport sur l'accessibilité à la propriété de RBC, Saint-Jean est le marché le plus abordable parmi ceux que nous suivons au Canada. Nous nous attendons à ce que l'effet combiné de l'accessibilité du logement, de la forte croissance démographique et des faibles taux d'intérêt continue d'alimenter les ventes en 2020.

Le gouvernement a affiché un excédent plus important que prévu dans sa plus récente mise à jour budgétaire, du fait de revenus supérieurs aux attentes. Qui plus est, comme la province a réussi à réduire sa dette nette pour la première fois depuis l'exercice 2006-2007, elle bénéficiera d'une marge de manœuvre budgétaire si des incertitudes minent la croissance économique en 2020.

Croissance démographique au Nouveau-Brunswick

Variation en % d'une année sur l'autre



Source: Statistique Canada, Économique RBC

*Trois premiers trimestres de 2019

Mises en chantier au Nouveau-Brunswick

En milliers d'unités



Source: SCHL, Économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.2	0.8	0.7	1.0	0.8
PIB nominal	4.4	3.2	2.4	2.5	2.3
Nombre d'emplois	0.4	0.3	0.7	-0.2	1.0
Taux de chômage	8.1	8.0	8.1	8.0	7.6
Ventes au détail	6.8	1.7	1.1	1.1	1.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.3	2.3	3.0	3.6	2.6
Indice des prix à la consommation	2.3	2.2	1.7	1.7	1.8

NOUVELLE-ÉCOSSE - La population croît et l'économie aussi

Comme c'est le cas pour les autres provinces Maritimes, l'économie de la Nouvelle-Écosse surfe sur la vague d'immigration.

L'économie de la Nouvelle-Écosse a commencé à ralentir par rapport à la cadence élevée de 1,5 % qu'elle a enregistré en 2018, en raison de la baisse des dépenses en immobilisations des projets d'exploitation pétrolière en mer et de l'arrêt de la production de gaz naturel. Le ralentissement constaté en 2019 a été contenu par la vigueur des exportations et des dépenses de consommation qui ont permis à l'économie de croître de 1,3 %. Même si la hausse démographique continuera à favoriser la croissance future, les perspectives à l'égard du secteur primaire restent incertaines. Nous nous attendons à ce que l'économie de la Nouvelle-Écosse progresse à un rythme légèrement inférieur de 1,1 % en 2020 et de 1 % en 2021.

La Nouvelle-Écosse connaît la plus forte hausse démographique depuis 1986, laquelle coïncide, par ailleurs, avec la forte demande de main-d'œuvre. La croissance de l'emploi se situe à un sommet inégalé en 15 ans de 2,3 %. La forte demande a entraîné une hausse des salaires hebdomadaires moyens de 5,3 %, depuis le début de 2019. Nous nous attendons à ce que la province continue d'enregistrer des soldes migratoires international et interprovincial positifs en 2020, lesquels maintiendront les dépenses des ménages sur une trajectoire favorable.

L'augmentation de la croissance démographique a profité au marché du logement de la Nouvelle-Écosse, la forte demande et l'offre limitée portant les prix à Halifax à des niveaux inégalés. Le bond de la demande s'est traduit par une hausse de 15 % dans le secteur de la construction résidentielle de la province. En outre, vu la hausse de près de 30 % de l'octroi des permis de construire, on s'attend à ce que la construction de logements augmente davantage au cours de la prochaine année. Les pressions sur le marché du logement pourraient s'intensifier si la population continue d'augmenter en 2020, comme nous nous y attendons.

La Nouvelle-Écosse a profité du remplacement des États-Unis à titre de fournisseur de fruits de mer envers la Chine du fait de la guerre commerciale qui se poursuit entre les deux pays. Les exportations et les envois de fruits de mer, de biens de consommation et de pièces automobiles ont inscrit des hausses importantes, qui ont largement compensé la baisse des ventes des produits forestiers. Les échanges commerciaux ont progressé, tant aux États-Unis qu'en Chine, les exportations vers celle-ci bondissant de 26 %. À l'aube de 2020, la ratification de l'AEUMC ainsi que les efforts du gouvernement provincial visant à solidifier ses rapports commerciaux avec la Chine et l'Europe devraient porter fruit. Le nouveau parc logistique pour fret aérien à l'aéroport d'Halifax, dont la construction a commencé à la fin de 2019, augmentera les capacités de transport servant aux exportations lorsqu'il ouvrira en 2021.

Le seul point faible de l'économie provinciale sont les investissements des entreprises, les travaux de mise hors service de deux projets de production de gaz naturel en mer qui ont cessé toute production en 2018 tirant à leur fin. Du côté du secteur public par contre, le plan d'investissement du gouvernement provincial présenté plus tôt cette année continuera de stimuler les dépenses d'infrastructures à l'exercice 2019-2020 et par la suite. La construction d'importants projets routiers et du secteur des soins de santé commencera en 2020, ce qui favorisera l'activité économique au sein de la province.

Croissance de l'emploi en Nouvelle-Écosse

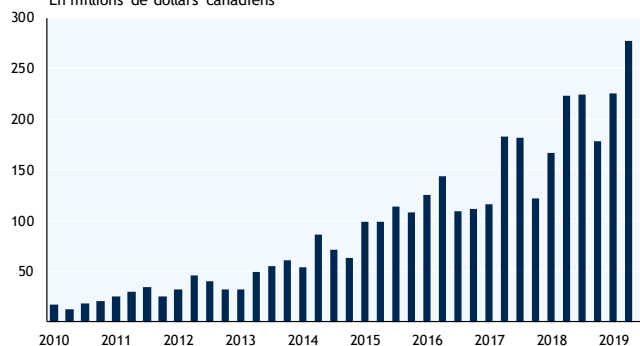
Variation en % d'une année sur l'autre



Source: Statistique Canada, Économique RBC
*Depuis le début de 2019

Exportations de la Nouvelle-Écosse vers la Chine

En millions de dollars canadiens



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.6	1.5	1.3	1.1	1.0
PIB nominal	3.2	3.3	3.5	3.1	3.0
Nombre d'emplois	0.6	1.5	2.3	1.2	1.0
Taux de chômage	8.4	7.6	7.1	7.5	7.3
Ventes au détail	7.8	0.3	3.3	2.5	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	4.0	4.8	4.5	4.7	4.5
Indice des prix à la consommation	1.1	2.2	1.6	1.9	1.9

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD - La forte croissance se maintient sur l'île

La vigueur des exportations et le bond démographique contribueront au maintien d'une conjoncture favorable.

Les facteurs qui ont favorisé la croissance au cours des deux dernières années, soit la hausse des exportations et des investissements résidentiels, seront encore soutenus par les dépenses du gouvernement dans des projets d'investissement en 2020. Après avoir inscrit la plus forte croissance au pays en 2019 à 2,8 %, l'Île-du-Prince-Édouard connaîtra un léger ralentissement au cours des prochains exercices. De fait, ses perspectives de croissance se chiffrant à 2 % tant pour 2020 que pour 2021, l'Î.-P.-É. devrait arriver au deuxième et au troisième rang du classement provincial au cours de ces deux années, respectivement.

Après avoir enregistré la plus forte hausse démographique au pays pour la troisième année consécutive à 2,2 % cette année, nous nous attendons à ce que la croissance de la population reste solide en 2020. De fait, les flux migratoires continueront d'augmenter, le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique ayant été prolongé à 2021. Par ailleurs, même si la croissance de l'emploi en 2019 a été moins forte qu'au cours des deux dernières années, elle a néanmoins inscrit une hausse enviable de 2,2 %, entièrement attribuable à la création de postes à temps plein. Cette progression a non seulement stimulé les ventes au détail qui sont, une fois de plus, les plus élevées au pays à 3 %, mais elle a également contribué à ce que l'Î.-P.-É. soit la seule province où les ventes de véhicules neufs ont avancé cette année. L'initiative du gouvernement d'accorder une pause aux habitants de l'Î.-P.-É. en augmentant le montant personnel de base imposable ainsi que le seuil de faible revenu aux fins de l'impôt devrait stimuler les dépenses de consommation en 2020.

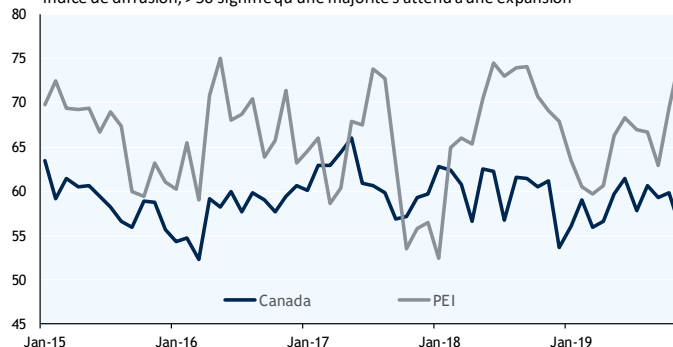
Les tendances démographiques favorables continueront d'alimenter la demande de nouveaux logements. Le marché du logement semble avoir réagi au creux inégalé des taux d'occupation des logements à louer au sein de la province au cours de la dernière année. Les mises en chantier ont bondi de 20 % depuis le début de 2019. De fait, la construction résidentielle a connu une montée fulgurante, la valeur des investissements en août 2019 ayant plus que doublé par rapport à l'an dernier.

Même le commerce, qui s'est révélé un point de discordance dans de nombreuses régions du pays cette année, a prospéré sur l'Î.-P.-É. Les exportations ont enregistré une croissance supérieure à 10 % depuis le début de l'année, l'activité dans les secteurs du homard, de l'aérospatiale et des biens de consommation étant particulièrement forte. Après la mauvaise température de l'année dernière, qui a nui à la culture de pommes de terre, les récoltes de 2019 s'annoncent meilleures. Fait à noter, la Chine gagne en importance à titre de destination des exportations de l'Î.-P.-É. De fait, elle est actuellement au troisième rang en ce qui a trait à la valeur des exportations. Depuis le début de 2019, les exportations de marchandises vers la Chine ont bondi de 55 %. Cette hausse est attribuable aux frictions commerciales entre les États-Unis et la Chine (qui s'est retrouvée à la recherche d'autres marchés après avoir banni les fruits de mer en provenance des États-Unis). Aussi, faudra-t-il s'attendre à une certaine baisse si les sanctions sont levées. Pour atténuer ce risque, l'Î.-P.-É. a commencé une mission commerciale en Chine, qui vise une diversification accrue sur le marché asiatique. Nous resterons à l'affût pour voir si ces efforts de percer sur de nouveaux marchés porteront leurs fruits l'an prochain.

Les dépenses en immobilisations du gouvernement provincial devraient augmenter en 2020, en raison des fonds qui ont été injectés dans le plan d'immobilisations. Par ailleurs, l'optimisme règne chez les petites entreprises de l'Î.-P.-É., ce qui est de bon augure pour les dépenses et le processus d'embauche des entreprises.

Indice du Baromètre des affaires des PME

Indice de diffusion, > 50 signifie qu'une majorité s'attend à une expansion



Sources : Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Économique RBC

Mises en chantier au Île-du-Prince-Édouard

En milliers d'unités



Source : SCHL, Économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	4.4	2.6	2.8	2.0	2.0
PIB nominal	5.3	4.2	5.0	4.0	3.9
Nombre d'emplois	3.1	3.0	2.4	1.3	0.4
Taux de chômage	9.8	9.4	8.9	8.7	8.9
Ventes au détail	6.3	2.9	3.2	2.2	1.9
Mises en chantier (milliers d'unités)	0.9	1.1	1.2	1.5	1.2
Indice des prix à la consommation	1.8	2.3	1.2	1.9	1.8

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR - Des perspectives peu prometteuses sur « le rocher »

Des déversements de pétrole ont freiné la production cette année, alors que des projets de construction soutiennent la croissance jusqu'en 2020.

Terre-Neuve-et-Labrador continue de se dépêtrer de la situation très défavorable dans laquelle elle se trouvait en 2018. L'économie devrait progresser de 2,0 % cette année et de 1,1 % en 2020. Le secteur des ressources, qui a rebondi après avoir ralenti en raison d'arrêts de production cette année, fournira sans doute un apport accru en 2020. Toutefois, une détérioration de la situation démographique continuera de limiter l'essor de l'économie dans les années à venir.

Le recul démographique qui a débuté en 2017 est à la fois un symptôme et une cause des difficultés de l'économie de Terre-Neuve. Le solde migratoire interprovincial demeure orienté à la baisse, le nombre de personnes ayant quitté la province au deuxième trimestre de 2019 étant le plus élevé depuis 2006. L'immigration internationale qui a revitalisé les Maritimes, à commencer par la province voisine, l'Île-du-Prince-Édouard, n'a pas eu d'incidence à Terre-Neuve-et-Labrador, en raison d'une forte perte de population au profit d'homologues. Depuis le début de 2019, 3 760 habitants ont quitté la province, ce qui représente un recul de la population de 0,7 %.

En revanche, l'emploi a progressé de 1,3 % depuis le début de 2019, grâce principalement aux secteurs des ressources et de la fonction publique. Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas en cinq ans en octobre 2019 (11,1 %) et la croissance des salaires s'est accélérée à un rythme soutenu de 3 %. Cette légère amélioration du marché du travail n'a toutefois pas suscité une hausse des dépenses de consommation, car les ventes au détail ont fait piètre figure pour une deuxième année d'affilée, se repliant de 1,1 %. Le marché du logement a également un effet baissier sur l'économie, les mises en chantier ayant diminué de moitié au cours des dix premiers mois de 2019. Au vu des problèmes démographiques de la province, nous ne croyons pas que la situation s'améliorera en 2020.

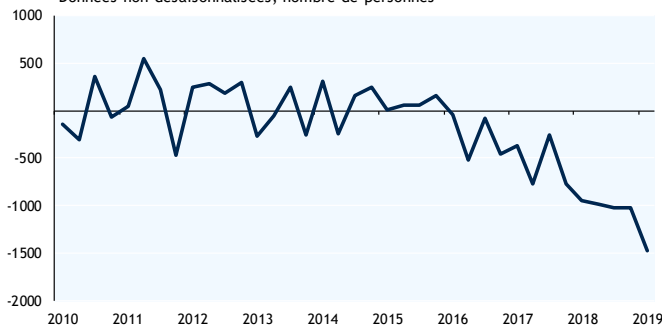
Les exportations ont crû d'un peu plus de 5 % depuis le début de 2019.

La progression est toutefois attribuable pour l'essentiel aux exportations de minerai de fer, qui ont inscrit une hausse notable de presque 50 %. Cette augmentation s'explique toutefois par un point de départ plus bas en 2018, année où des fermetures de mines avaient provoqué une chute marquée de la production. Les exportations d'énergie ont par contre subi un recul de 10 %, qui est également observable dans les données sur la production. La production de pétrole devrait s'accélérer en 2020, après que trois déversements de pétrole au cours de 12 derniers mois ont interrompu la production pendant plusieurs mois au gisement en mer Hibernia.

La phase de construction du projet de Muskrat Falls étant terminée, la production d'électricité devrait commencer. En l'absence d'une intervention du gouvernement, les tarifs d'électricité vont monter en flèche et presque doubler par rapport aux niveaux actuels. Afin de garder les tarifs d'électricité à un bas niveau pour les consommateurs, le gouvernement devra assumer un coût qui exercera davantage de pression sur sa situation budgétaire déjà fragile. L'apport du secteur public à la croissance est donc restreint. Comme le prévoit le budget 2019, le gouvernement de la province réduira les dépenses de 2,5 % au cours des trois prochaines années. Manifestement, la province ne dispose pas de nombreuses avenues d'expansion.

Solde migratoire interprovincial au Terre-Neuve-et-Labrador

Données non désaisonnalisées, nombre de personnes



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Taux de chômage en Terre-Neuve-et-Labrador



Source: Statistique Canada, Économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2017	2018P	2019P	2020P	2021P
PIB réel	0.4	-3.5	2.0	1.1	-0.5
PIB nominal	3.7	1.7	3.3	3.3	1.6
Nombre d'emplois	-3.7	0.5	1.1	-1.0	-1.4
Taux de chômage	14.8	13.8	11.9	11.8	13.0
Ventes au détail	2.4	-2.3	-0.5	-0.1	-1.1
Mises en chantier (milliers d'unités)	1.4	1.1	0.8	0.7	0.6
Indice des prix à la consommation	2.4	1.7	1.0	1.6	1.7

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P
T, -N, & L,	-3,5	2,0	1,1	-0,5	1,7	3,3	3,3	1,6	0,5	1,1	-1,0	-1,4	13,8	11,9	11,8	13,0	1,1	0,8	0,7	0,6	-2,3	-0,5	-0,1	-1,1	1,7	1,0	1,6	1,7
Î, -P, -É,	2,6	2,8	2,0	2,0	4,2	5,0	4,0	3,9	3,0	2,4	1,3	0,4	9,4	8,9	8,7	8,9	1,1	1,2	1,5	1,2	2,9	3,2	2,2	1,9	2,3	1,2	1,9	1,8
N, -É,	1,5	1,3	1,1	1,0	3,3	3,5	3,1	3,0	1,5	2,3	1,2	1,0	7,6	7,1	7,5	7,3	4,8	4,5	4,7	4,5	0,3	3,3	2,5	1,8	2,2	1,6	1,9	1,9
N, -B,	0,8	0,7	1,0	0,8	3,2	2,4	2,5	2,3	0,3	0,7	-0,2	1,0	8,0	8,1	8,0	7,6	2,3	3,0	3,6	2,6	1,7	1,1	1,1	1,0	2,2	1,7	1,7	1,8
QUÉ,	2,5	2,5	2,0	1,6	4,8	4,0	3,8	3,4	0,9	1,7	1,1	0,2	5,5	5,1	5,2	5,9	46,9	49,9	47,5	43,5	2,9	2,4	2,2	1,8	1,7	2,1	1,7	1,6
ONT,	2,2	1,7	1,6	1,6	3,7	3,4	3,5	3,6	1,6	2,8	1,4	0,8	5,6	5,6	5,6	6,0	78,7	70,8	80,5	82,0	4,4	2,9	2,4	2,2	2,4	2,0	1,6	1,6
MAN,	1,3	1,1	1,3	1,4	2,2	2,4	3,2	3,3	0,6	0,9	0,2	0,4	6,0	5,4	5,6	5,8	7,4	7,0	7,0	7,5	2,9	1,5	1,1	1,0	2,5	2,2	1,6	1,6
SASK,	1,3	0,6	1,2	1,9	1,4	2,0	3,0	3,9	0,4	1,6	0,9	0,2	6,1	5,4	5,2	5,4	3,6	2,4	4,0	6,0	-0,3	-0,2	0,8	1,5	2,3	1,7	1,8	2,0
ALB,	1,6	0,6	1,7	2,3	3,8	0,5	3,7	4,2	1,9	0,6	1,1	1,6	6,6	6,9	6,8	6,0	26,1	26,1	26,5	30,0	2,0	-1,0	0,2	1,8	2,5	1,6	1,2	1,3
C, -B,	2,6	2,1	2,4	2,7	4,5	4,5	4,8	4,8	1,1	2,7	0,5	0,8	4,7	4,7	5,0	5,1	40,9	44,3	35,0	34,0	2,0	0,6	0,9	1,2	2,7	2,4	1,5	1,4
CANADA	2,0	1,7	1,6	1,7	3,9	3,8	3,6	3,7	1,3	2,1	0,9	0,7	5,8	5,7	5,8	6,0	213	210	211	212	2,9	1,7	1,7	1,8	2,3	2,0	1,6	1,8

Tableau comparatif

2018, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N.&L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	3 8	52 2	15 7	97 1	77 7	848 5	1456 7	136 9	117 4	437 1	507 1
Produit intérieur brut (milliards \$)	2, 224	33	07	44	37	439	857	73	81	345	295
PIB réel (en milliards de \$ 2012)	2, 058	32,4	6,3	40,2	33,2	394,9	778,5	67,4	86,6	346,5	264,1
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100	01	00	02	02	20	39	03	04	16	13
Croissance PIB réel (TAC, 2013-18, %)	02	-01	02	01	01	02	02	02	01	01	03
PIB réel par habitant (\$ 2012)	55 538	61 655	41 111	41 948	43 059	47 077	54 371	49 824	74 462	80 563	52 800
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2013-18, %)	01	-01	01	01	01	01	01	00	00	-01	01
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	33 310	31 665	29 241	30 145	30 108	29 924	33 488	29 943	33 357	38 872	35 749
Croissance de l'emploi (TAC, 2013-18, %)	01	-01	00	00	00	01	01	01	00	01	02
Taux d'emploi (nov. 2019, %)	62	52	61	58	56	61	62	63	65	66	62
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2019)	07	12	09	09	09	07	07	08	07	08	07
Production manufacturière (% du PIB, 2017)	10	04	11	08	11	14	12	10	06	09	07
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56	52	66	71	65	57	58	58	48	46	63
Exportations (% du PIB)	32	45	23	18	39	30	34	25	41	36	25

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.2	3.7	2.0	2.8	3.7	2.6	2.1	2.4	2.7
PIB nominal	3.4	5.6	2.8	5.2	7.1	4.5	4.5	4.8	4.8
Nombre d'emplois	0.1	0.6	1.2	3.2	3.7	1.1	2.7	0.5	0.8
Taux de chômage	6.6	6.1	6.2	6.0	5.1	4.7	4.7	5.0	5.1
Ventes au détail	2.8	6.3	7.0	7.7	9.3	2.0	0.6	0.9	1.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	27.1	28.4	31.4	41.8	43.7	40.9	44.3	35.0	34.0
Indice des prix à la consommation	-0.1	1.0	1.1	1.9	2.1	2.7	2.4	1.5	1.4

Alberta

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5.7	5.9	-3.7	-3.5	4.8	1.6	0.6	1.7	2.3
PIB nominal	9.6	10.0	-14.0	-6.1	9.2	3.8	0.5	3.7	4.2
Nombre d'emplois	2.5	2.2	1.2	-1.6	1.0	1.9	0.6	1.1	1.6
Taux de chômage	4.6	4.7	6.0	8.1	7.8	6.6	6.9	6.8	6.0
Ventes au détail	7.2	7.9	-4.0	-1.1	7.1	2.0	-1.0	0.2	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	36.	40.6	37.3	24.5	29.5	26.1	26.1	26.5	30.0
Indice des prix à la consommation	1.4	2.6	1.2	1.1	1.5	2.5	1.6	1.2	1.3

Saskatchewan

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	6.5	2.0	-0.8	-0.1	1.7	1.3	0.6	1.2	1.9
PIB nominal	6.7	-0.4	-3.9	-5.0	5.1	1.4	2.0	3.0	3.9
Nombre d'emplois	3.1	1.0	0.5	-0.9	-0.2	0.4	1.6	0.9	0.2
Taux de chômage	4.1	3.8	5.0	6.3	6.3	6.1	5.4	5.2	5.4
Ventes au détail	5.2	4.7	-3.3	1.5	4.1	-0.3	-0.2	0.8	1.5
Mises en chantier (milliers d'unités)	8.3	8.3	5.1	4.8	4.9	3.6	2.4	4.0	6.0
Indice des prix à la consommation	1.4	2.4	1.6	1.1	1.7	2.3	1.7	1.8	2.0

Manitoba

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.9	2.1	1.2	1.4	3.1	1.3	1.1	1.3	1.4
PIB nominal	4.2	3.1	2.5	2.1	5.7	2.2	2.4	3.2	3.3
Nombre d'emplois	0.7	0.1	1.6	-0.4	1.7	0.6	0.9	0.2	0.4
Taux de chômage	5.4	5.4	5.6	6.1	5.4	6.0	5.4	5.6	5.8
Ventes au détail	3.8	4.2	1.3	3.7	7.8	2.9	1.5	1.1	1.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	7.5	6.2	5.5	5.3	7.5	7.4	7.0	7.0	7.5
Indice des prix à la consommation	2.3	1.8	1.2	1.3	1.6	2.5	2.2	1.6	1.6

Ontario

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.4	2.5	2.5	2.1	2.9	2.2	1.7	1.6	1.6
PIB nominal	2.3	4.4	4.6	4.0	4.6	3.7	3.4	3.5	3.6
Nombre d'emplois	1.8	0.8	0.7	1.1	1.8	1.6	2.8	1.4	0.8
Taux de chômage	7.6	7.3	6.8	6.5	6.0	5.6	5.6	5.6	6.0
Ventes au détail	2.7	5.7	5.3	6.9	7.7	4.4	2.9	2.4	2.2
Mises en chantier (milliers d'unités)	61.1	59.1	70.2	75.	79.1	78.7	70.8	80.5	2.2
Indice des prix à la consommation	1.1	2.3	1.2	1.8	1.7	2.4	2.0	1.6	1.6

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.3	1.6	0.9	1.6	2.8	2.5	2.5	2.0	1.6
PIB nominal	3.0	3.0	2.9	3.0	5.0	4.8	4.0	3.8	3.4
Nombre d'emplois	1.4	0.0	0.9	0.9	2.2	0.9	1.7	1.1	0.2
Taux de chômage	7.6	7.7	7.6	7.1	6.1	5.5	5.1	5.2	5.9
Ventes au détail	3.0	2.6	1.9	6.6	5.5	2.9	2.4	2.2	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	37.8	38.8	37.9	38.9	46.5	46.9	49.9	47.5	43.5
Indice des prix à la consommation	0.8	1.4	1.1	0.7	1.1	1.7	2.1	1.7	1.6

Nouveau-Brunswick

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0.3	0.1	0.7	0.8	2.2	0.8	0.7	1.0	0.8
PIB nominal	0.3	1.8	3.1	2.6	4.4	3.2	2.4	2.5	2.3
Nombre d'emplois	0.4	-0.2	-0.6	-0.1	0.4	0.3	0.7	-0.2	1.0
Taux de chômage	10.3	10.0	9.8	9.6	8.1	8.0	8.1	8.0	7.6
Ventes au détail	0.7	3.7	2.2	2.1	6.8	1.7	1.1	1.1	1.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.8	2.3	2.0	1.8	2.3	2.3	3.0	3.6	2.6
Indice des prix à la consommation	0.8	1.5	0.5	2.2	2.3	2.2	1.7	1.7	1.8

Nouvelle-Écosse

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0.3	1.0	0.7	1.6	1.6	1.5	1.3	1.1	1.0
PIB nominal	2.1	2.9	2.2	2.2	3.2	3.3	3.5	3.1	3.0
Nombre d'emplois	-1.1	-1.1	0.1	-0.4	0.6	1.5	2.3	1.2	1.0
Taux de chômage	9.1	8.9	8.6	8.3	8.4	7.6	7.1	7.5	7.3
Ventes au détail	3.2	2.8	0.2	4.7	7.8	0.3	3.3	2.5	1.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	3.9	3.1	3.8	3.8	4.0	4.8	4.5	4.7	4.5
Indice des prix à la consommation	1.2	1.7	0.4	1.2	1.1	2.2	1.6	1.9	1.9

Île-du-Prince-Édouard

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.8	0.1	1.4	2.1	4.4	2.6	2.8	2.0	2.0
PIB nominal	3.2	1.6	3.9	4.7	5.3	4.2	5.0	4.0	3.9
Nombre d'emplois	1.4	-0.1	-1.2	-2.2	3.1	3.0	2.4	1.3	0.4
Taux de chômage	11.5	10.6	10.5	10.8	9.8	9.4	8.9	8.7	8.9
Ventes au détail	0.9	3.5	2.6	7.3	6.3	2.9	3.2	2.2	1.9
Mises en chantier (milliers d'unités)	0.6	0.5	0.6	0.6	0.9	1.1	1.2	1.5	1.9
Indice des prix à la consommation	2.0	1.6	-0.6	1.2	1.8	2.3	1.2	1.9	1.8

Terre-Neuve-et-Labrador

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5.3	-1.2	-1.2	1.5	0.4	-3.5	2.0	1.1	-0.5
PIB nominal	7.6	-0.6	-9.2	1.1	3.7	1.7	3.3	3.3	1.6
Nombre d'emplois	0.8	-1.7	-1.0	-1.5	-3.7	0.5	1.1	-1.0	-1.4
Taux de chômage	11.6	11.9	12.8	13.4	14.8	13.8	11.9	11.8	13.0
Ventes au détail	5.2	3.7	0.7	0.4	2.4	-2.3	-0.5	-0.1	-1.1
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.9	2.1	1.7	1.4	1.4	1.1	0.8	0.7	0.6
Indice des prix à la consommation	1.7	1.9	0.4	2.7	2.4	1.7	1.0	1.6	1.7

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.